

Interventions déstabilisatrices dans le conflit autour de l'usine française *GM&S Industry*

Marianne Liisberg
Université de Aarhus
ml@cc.au.dk

Résumé

Pendant les premiers mois du conflit français émergé autour de la fermeture de l'équipementier automobile *GM&S Industry* à la Souterraine, on voit surgir une série d'énoncés dans les médias français. Ces énoncés partagent tous une entité sémantique, un programme, selon laquelle l'usine doit être préservée à cause de son savoir-faire industriel unique. Dans un premier temps, nous identifions cette entité sémantique dans l'énoncé d'un député local qui défend explicitement la préservation de l'usine. Dans un second temps, nous observons cette même entité sémantique dans des énoncés provenant de deux acteurs associés au gouvernement français. Cette deuxième fois, en revanche, la préservation de l'usine est progressivement mise en cause. En effet, si ces trois acteurs interviennent sur une même entité sémantique, ils s'opposent néanmoins dans ce conflit. En mobilisant les catégories de programme, d'opération discursive et de (dé)stabilisation proposées sous la Sémantique du programme, cet article cherche à rendre compte de la manière dans laquelle le discours du gouvernement réussit à déstabiliser une entité sémantique ce qui, en dernière instance, provoque la mise en cause du futur de l'usine.

Mots-clefs : discours, déstabilisation, conflit social, sémantique du programme, *GM&S Industry*

Abstract

In the wake of the social conflict surrounding the *GM&S Industry* factory closing in France, a series of utterances is published in the French medias. These utterances all share a semantic entity ("un programme"), according to which the factory should be preserved due to its unique industrial know-how. The article identifies, first, this semantic entity in an utterance of a local politician that explicitly defends the preservation of the factory. Then, the same semantic entity appears in two utterances signed by actors closely associated to the French government at the time. This time, however, the preservation of the factory is put into question. While the three different actors intervene on the same semantic entity, these actors nevertheless oppose each other in the conflict. By mobilizing the framework of the *Sémantique du programme* and in particular the categories of *programme*, *opération discursive* and *(de)stabilisation*, this article aims to account for the way in which the government's discourse destabilizes a semantic entity that in effect leads to the possibility of closing the factory.

Keywords: *discourse, destabilization, social conflict, sémantique du programme, GM&S Industry*

1. Introduction

L'entrelacement de la signification et la politique a depuis longtemps été au centre de l'attention des chercheurs qui étudient les discours dans les situations conflictuelles. La *Sémantique du programme* (Camus & Lescano, 2019, 2021; Lescano, 2022, 2023), largement inspirée de la *Sémantique argumentative* (Anscombe & Ducrot, 1983; Carel, 2011), n'en est pas une exception. En fait, la Sémantique du programme propose une description des situations politiques et conflictuelles en

analysant la manière dont les discours opèrent sur des entités sémantiques, lesdites « programmes » (Camus & Lescano, 2021). Étant défini comme une « moule » à partir de laquelle de nouveaux discours et actions peuvent être engendrés (Camus & Lescano, 2021, p. 403), un programme est susceptible d'interventions qui transforment son degré de stabilité. Ainsi, en observant comment les processus de stabilisation de certains programmes participent à la structuration du déroulement de la situation entière, la Sémantique du programme propose une saisie sémantique afin de rendre compte des transformations de différents types de situations conflictuelles, y compris les conflits sociaux de longue durée dont il sera question dans le présent travail.

Jusqu'à présent, la recherche menée au sein de la Sémantique du programme montre que l'(in)stabilité d'un programme est le résultat des interventions antagoniques portées sur ce programme à travers des textes et des énoncés. Plus précisément, lorsqu'un programme apparaît comme instable, il est plus susceptible de faire objet d'opérations discursives antagoniques (Camus, 2020 ; Lescano, 2016), d'où découle l'hypothèse que la stabilité d'un programme dépend largement des types d'opérations discursives (Camus, 2020, Camus & Lescano, 2021). Cependant, dans d'autres cas, l'instabilité d'un programme semble découler non pas des opérations portées sur ce programme, mais des relations que le programme entretient avec d'autres programmes. Le concept de tension désigne, selon Camus (2020, p. 220), une situation où deux programmes sont reliés de sorte que toute opération discursive effectuée sur l'un des deux revient à l'opération discursive antagonique sur l'autre, ce qui déstabilise en retour ce dernier.

L'observation de l'imbrication entre l'opération discursive, la tension et l'instabilité a conduit à l'hypothèse selon laquelle certains processus de changement social dans les situations conflictuelles reposent largement sur des processus de (dé)stabilisation liés à des programmes particuliers. Ainsi, Camus (2020, p. 203) soutient que la (dé)stabilisation doit être considéré comme l'un des « principes régulateurs » centraux des situations politiques conflictuelles.

Dans la continuité de cette hypothèse et des recherches menées au sein de la Sémantique du programme, le présent article se propose d'analyser un processus de déstabilisation qui intègre à la fois des opérations discursives et une tension. Ce processus se concentre autour d'un programme particulièrement important dans le cadre d'un conflit français récent émergé en 2016 par l'annonce de fermeture de l'usine GM&S Industry située à la Souterraine.

Notre travail s'organise de la manière suivante : nous présenterons, dans un premier temps, les concepts-clefs de la Sémantique du programme que nous appliquerons, dans un second temps, dans l'analyse d'une série de trois énoncés provenant du conflit français. Ce faisant, nous analyserons

comment un processus de déstabilisation visant un programme central se déclenche d'abord à travers des opérations discursives, ensuite à travers l'établissement d'une tension entre ce programme et un autre.

2. Le conflit GM&S : contexte et base empirique

Le conflit social concernant la fermeture de l'usine française GM&S Industry surgit en décembre 2016 à l'annonce de liquidation judiciaire. La délocalisation d'une partie de la production en dehors de la France est alors prévue par les deux clients majeurs, les groupes Renault et Peugeot. Cette annonce implique le licenciement de l'ensemble des 283 salariés de l'usine. Soutenus par des députés locaux, les salariés se mobilisent en vue d'empêcher la fermeture de l'usine au bord de la faillite. Le gouvernement français agit dans ce contexte en tant que négociateur : il est chargé de trouver un nouveau repreneur et de garantir les engagements financiers des deux sociétés automobiles dont il est, lui-même, un des actionnaires principaux.

Les énoncés étudiés dans cet article proviennent d'un corpus de 279 textes issus de la presse écrite française que nous avons constitué à partir d'une base de données des archives en ligne, *LexisNexis*. Ces textes sont apparus au cours d'une période de neuf mois, à savoir du 3 décembre 2016, marquant le jour de l'annonce de fermeture, à la fin de septembre 2017, moment où le nouveau propriétaire, GMD, prend l'usine en charge.

Dans un travail antérieur (Liisberg, 2023), nous avons étudié ce conflit en nous focalisant en particulier sur son déroulement pendant les derniers mois et surtout à partir de mai 2017. Dans le présent article, nous étudions en revanche un processus de déstabilisation qui se présente à travers une série de trois énoncés apparus au cours des trois premiers mois du conflit, à savoir entre le 7 décembre 2016 et le 11 février 2017.

3. Concepts-clefs de la Sémantique du programme : le programme et l'opération discursive

En s'inspirant de chercheurs en analyse du discours et sciences sociales tels que Michel Pêcheux (1975) et Louis Althusser (1970), la Sémantique du programme prend son point de départ dans l'hypothèse que les discours antagoniques visent à modifier ou à maintenir, voire, à rendre « disponible » et « indisponible » certaines actions (Lescano, 2022, p. 99). Ainsi, dans la mesure où un discours - compris ici comme un ensemble d'énoncés travaillant vers une même finalité - cherche à définir l'issue d'un conflit social en l'orientant vers une finalité précise, les opérations

discursives portées par ce discours vont non seulement chercher à orienter le conflit vers cet issu, elles cherchent également à diminuer la possibilité d'agir des discours adverses participant au même conflit. En ce sens, les discours agissent toujours en vue d'un double-objectif ce qui créent des dynamiques déstabilisatrices. Plus précisément, cette approche propose de décrire et analyser les dynamiques (de)stabilisatrices à partir de l'hypothèse d'un *espace sémantique* partagé sur lequel les discours agissent en effectuant des opérations discursives sur les programmes (Lescano, 2017, 2023). En adoptant une saisie sémantique, les processus de transformation des situations politiques sont ainsi envisagés notamment à partir des transformations de l'ordre sémantico-discursives, à savoir des transformations du degré de stabilité des programmes qui fait de la (dé)stabilisation un « principe régulateur » central (Camus, 2020, p. 203).

En effet, nos recherches antérieures ont montré que, dans le conflit français, les énoncés des salariés et des députés locaux visent tous à empêcher la fermeture de l'usine notamment en stabilisant certains programmes de même qu'ils cherchent à obstruer la réussite des discours visant justement cette fermeture en déstabilisant d'autres programmes (Liisberg, 2023). Dans ce contexte, les énoncés provenant d'un discours gouvernemental dans les premiers mois du conflit prennent une position plus ambiguë : certains visent à empêcher la fermeture, alors que d'autres rendent justement cette fermeture plus probable. C'est cette ambiguïté que nous allons étudier de près.

Tout énoncé qui apparaît dans le contexte d'un conflit social constitue une « intervention discursive » (Camus & Lescano, 2019) portée sur l'espace sémantique. L'intervention discursive comprend deux composants : un programme qui existe dans l'espace sémantique de la situation, et une opération discursive avec laquelle l'énoncé agit sur le programme.

Développée à partir d'une relecture du concept d'aspect argumentatif (Carel, 2011) provenant de la Théorie des Blocs Sémantiques, la catégorie de programme est formulée spécifiquement dans le but de décrire les entités sémantiques qui se présentent dans le contexte des situations politiques et conflictuelles (Camus & Lescano, 2021). Cette catégorie occupe une place centrale dans cette approche : lorsque les processus de stabilisation et de déstabilisation sont liés à des programmes particulièrement importants, ils peuvent, selon Camus (2020, p. 203), affecter la situation tout entière. Selon Camus et Lescano (2019, p. 38) les textes et les énoncés effectuent tous des interventions discursives dans des situations conflictuelles en mobilisant des programmes et puisque les programmes existent dans un espace sémantique partagé, le même programme est parfois atteint par des interventions visant soit des objectifs convergents (au cas où ce programme apparaît comme plutôt stable), soit des objectifs antagoniques ce qui entraîne en revanche que ce programme se

présente comme instable et polémique (Camus, 2020). Ce sont ces différentes interventions discursives portées sur un même programme qu'il s'agira pour nous de décrire dans le conflit français.

Comme nous l'avons montré dans un travail antérieur (Liisberg, 2023), toute identification d'un programme dans un texte ou un énoncé repose sur l'étude de l'espace sémantique de la situation et sur l'étude des textes spécifiques intervenant sur cet espace. Il s'ensuit que contrairement aux entrelacements argumentatifs que l'on trouve dans la Sémantique argumentative (Anscombe & Ducrot, 1983) et aux aspects argumentatifs que l'on trouve dans la Théorie des Blocs Sémantiques (Carel, 2011), le programme ne se réduit pas à la signification linguistique d'un terme du lexique ; le programme est en revanche décrit à partir de la situation conflictuelle dans laquelle il se situe, et à travers laquelle il entretient des relations avec d'autres programmes. Pour reprendre la terminologie de Camus et Lescano, cela revient à affirmer que tout programme est « situé » (Camus & Lescano, 2021, p. 406) dans une situation particulière et qu'il est « relié » (Camus & Lescano, 2021, p. 407) à d'autres programmes présents dans cette même situation. En somme, pour identifier un programme à partir d'un texte ou d'un énoncé, nous devons tenir compte du contexte particulier dans lequel le programme apparaît et, dans notre cas, du conflit autour de l'usine GM&S.

Si le programme est la cible des interventions discursives, l'opération discursive en est l'arme. Les discours mobilisent les programmes « en opérant » sur eux (Camus & Lescano, 2019, p. 40) à travers des opérations discursives. Camus et Lescano (2019) distinguent trois types d'opérations discursives différents (l'investissement, le combat et la naturalisation) qui présentent chacun la manière dont une intervention discursive contribue à affecter la stabilité d'un programme dans l'espace sémantique. Dans le contexte de notre étude, seuls deux d'entre eux s'appliquent ; celui de l'investissement et celui de la naturalisation.

L'opération d'investissement est accomplie par des énoncés qui affirment et « défendent » explicitement un programme (Camus & Lescano, 2019, p. 40). Des expressions telles que *X est bien* ; *Nous voulons X* ou *Nous devons X* sont toutes des exemples de ce type d'opération effectué sur le programme X. L'opération de naturalisation ressemble à celle d'investissement dans la mesure où elles cherchent toutes deux à rendre le programme sur lequel elles sont effectuées plus stable dans l'espace sémantique. Toutefois, l'opération de naturalisation intervient sur le programme concerné d'une manière qui le présente comme étant « déjà stabilisé » (Camus, 2020, p. 210) ce qui fait de l'opération de naturalisation une opération plus puissante en termes de stabilisation que celle d'investissement. En fait, en présentant un programme comme un « fait brut » (Camus & Lescano, 2021, p. 409), un énoncé qui opère sur un programme par le biais d'une naturalisation cherche à

réduire son caractère polémique et, ce faisant, cette opération constitue un moyen « de soustraire certains éléments du débat » (Camus, 2020, p. 213). De nombreux types d'expressions pourraient servir d'exemples de l'opération de naturalisation. Par exemple, *Nous savons que X*, *X est Y*, *Normalement, X* sont toutes des expressions qui interviennent sur le programme X avec une opération de naturalisation.

Alors que la stabilité est assurée par une succession d'opérations de naturalisation sur un même programme, un programme instable peut également obtenir une stabilité lorsqu'une opération plus puissante est effectuée sur lui (Camus, 2020, p. 207). Ainsi, il ne suffit pas de remettre le programme en discours pour que ce programme soit stabilisé ; il faut aussi que le programme est mis en discours avec une opération stabilisatrice, à savoir une opération de naturalisation. Par exemple, dans le contexte du conflit français, où les députés locaux défendent dès le début la préservation de l'usine, on pourrait supposer qu'un énoncé de François Hollande, président à l'époque, affirmant que l'usine doit être sauvée affecterait l'issue du conflit en rendant la fermeture de l'usine plus difficile. En s'accordant avec les discours visant la préservation de l'usine, cet énoncé déclencherait ainsi potentiellement une transformation du conflit, étudions-le à présent.

4. Tentatives déstabilisatrices dans le conflit GM&S

L'étude d'une succession de trois énoncés apparus dans le sillage immédiat de l'annonce de fermeture de l'usine GM&S nous permet d'identifier un programme qui, au fur et à mesure que le conflit se développe, s'avère central pour la préservation ou non de l'usine. A partir de là, il sera ensuite possible de retracer un processus de déstabilisation visant spécifiquement ce programme. Plus précisément - et comme nous le verrons à travers notre analyse de ces énoncés - ce programme est progressivement déstabilisé au cours des premiers mois du conflit grâce à des interventions discursives provenant notamment des énoncés qui s'associent au discours gouvernemental.

Observons, dans un premier temps, ce programme dans l'énoncé suivant qui provient d'un entretien avec un député local au sujet de la fermeture de l'usine. L'énoncé est apparu dans le journal, *La Montagne*, le 7 décembre 2016 :

- (1) « C'est encore un savoir-faire industriel mis à genoux dans un bassin industriel sévèrement touché. Quel gâchis ! », se désole Gilles Nempont, adjoint à Éguzon.¹

¹ « Une quarantaine d'élus a visité l'usine hier matin » publié le 7 décembre 2016 dans *La Montagne*.

Dans le conflit français, comme nous le savons, les députés locaux sont généralement contre la fermeture de l'usine et, dans les énoncés signés par les députés locaux, le savoir-faire industriel de l'usine est présenté comme un atout qui doit être préservé. C'est dans ce contexte que le programme que nous observons une première fois dans l'énoncé (1) est situé. Plusieurs termes et expressions coïncident dans cet énoncé et présentent ce contexte : le terme « savoir-faire », l'expression « mis à genoux », le fait que l'usine se situe « dans un bassin industriel gravement touché » ; la qualification de la situation comme un « gâchis ». Tous ces éléments - tels qu'ils sont utilisés dans cet énoncé particulier et dans le contexte de cette situation particulière – convergent en un programme, une entité sémantique, qui, à la mode des entrelacements argumentatifs de la Sémantique argumentative, réunit deux composants : le savoir-faire précieux et la préservation de ce savoir-faire. Autrement dit, selon ce programme, parce que l'usine dispose d'un savoir-faire précieux, elle doit être préservée. En suivant Lescano (2023), nous pouvons présenter ce programme comme suit :

(P1) [savoir-faire unique → préserver]

Lorsque le programme (P1) apparaît dans l'énoncé (1), ce programme est installé dans l'espace sémantique du conflit GM&S une première fois. L'énoncé (1) est effectivement un des premiers énoncés qui participent à la création de ce que nous considérons ici comme un discours de préservation, puisqu'il intervient sur un programme qui rend la fermeture de l'usine moins disponible grâce, entre autres, à la stabilisation de ce programme. Les opérations discursives peuvent effectivement nous assister pour clarifier comment l'énoncé du député local intervient sur le programme (P1) en augmentant sa stabilité. En fait, cet énoncé effectue une opération de naturalisation sur le programme (P1) car il présente le programme comme un fait indiscutable au moyen de l'expression *X est Y* qui se présente dans la tournure « c'est encore ».

A ce moment du conflit, le programme (P1) y existe de manière pacifique sans qu'il fasse l'objet des interventions discursives qui le rejettent ou qui le conteste. L'absence des interventions antagoniques nous permet, en suivant Camus (2020, p. 207), de le considérer comme un programme stable. Cette stabilité sera cependant mise en cause quelques semaines après avec l'apparition d'un énoncé signé par François Hollande. L'énoncé est publié dans un article du journal *La Montagne* le 7 janvier 2017, donc un mois après l'énoncé (1). Il opère sur le programme (P1) au moyen d'une opération d'investissement :

(2) « Il faut sauvegarder votre savoir-faire, votre technologie. Si nécessaire, je viendrai à La Souterraine ! »²

Ainsi, dans la mesure où cet énoncé présente le savoir-faire comme un atout qu'il faut sauvegarder, et que l'énoncé utilise l'expression *il faut* qui marque un souhait, l'énoncé défend explicitement la préservation du savoir-faire. Toutefois, l'opération avec laquelle l'énoncé (2) intervient sur le programme (P1) n'est pas celle d'une naturalisation, mais plutôt du premier type, à savoir une opération d'investissement et en ce sens, il s'agit d'une opération moins puissante en termes de stabilisation.

Les deux énoncés que nous venons d'étudier effectuent ainsi tous deux des interventions discursives sur le programme (P1). Or, là où ce programme est présenté comme stable dans l'énoncé (1), c'est précisément cette stabilité que l'énoncé (2) de François Hollande met en cause. Il l'instaure ainsi dans un processus de déstabilisation : dans l'énoncé (1) le programme est introduit dans l'espace sémantique et présenté comme étant - pour reprendre l'expression de Camus (2020, p. 210) – « déjà stabilisé ». Dans l'énoncé (2), ce programme est remis en discours, cette fois cependant avec une opération moins puissante en termes de stabilisation, à savoir une opération d'investissement.

Si l'énoncé de François Hollande et celui de Gilles Nempont participent tous deux à la création d'un discours de préservation, ils le font des manières différentes : l'énoncé du député local et l'énoncé du président Hollande présentent et défendent tous deux explicitement le même programme. Or, là où l'un le présente comme étant déjà stabilisé, l'autre remet sa stabilité en cause lorsqu'il en opère à travers une opération d'investissement. Dès lors, ce programme devient progressivement instable dans l'espace sémantique du conflit français.

De manière générale, les types d'opération que nous venons de présenter nous permettent donc d'expliquer comment les discours interviennent dans le conflit français dans le but de modifier ou de maintenir le *statu quo*. Si les deux énoncés semblent participer à la création d'un discours de préservation, le futur de l'usine est progressivement remis en cause à plusieurs reprises dans le discours du gouvernement à la suite de l'énoncé de François Hollande.

Ainsi, un mois après la parution de l'énoncé de François Hollande, le programme (P1) réapparaît dans une déclaration du Premier ministre de l'époque, Bernard Cazeneuve. A ce moment, Cazeneuve a été chargé de diriger les négociations entre les salariés, représentés par les syndicats, et les clients

² « François Hollande hier et aujourd'hui en Corrèze pour des inaugurations et des vœux », publié le 7 janvier 2017 dans *La Montagne*.

majeurs à savoir les constructeurs automobiles et en particulier les groupes Renault et Peugeot. Cazeneuve se rend, dans ce contexte, sur le site industriel. C'est à la suite de cette visite qu'il est cité le 11 février 2017 dans un article publié dans *La Montagne* :

- (3) « Ce que j'ai vu aujourd'hui, ce sont des salariés qui travaillent depuis des décennies, avec une exigence, un savoir-faire, une excellence qu'il faut pérenniser. » Mais pas question pour autant « de raconter des histoires aux salariés pour créer des déceptions ». ³

Une fois de plus, le terme « savoir-faire » se présente dans l'énoncé (3) et cette fois il est mis en relation avec le terme « pérenniser » que nous comprenons comme un synonyme de « sauvegarder », terme que nous venons d'observer dans l'énoncé (2). En utilisant ces deux termes et en les reliant, l'énoncé opère sur un programme selon lequel l'usine doit être préservée parce qu'elle dispose d'un savoir-faire unique, programme qui correspond donc au programme (P1) que nous avons identifié dans les deux énoncés précédemment étudiés.

L'énoncé de Bernard Cazeneuve reprend ainsi le programme (P1) que nous venons d'identifier d'abord dans l'énoncé du député local et ensuite dans l'énoncé du Président. Mais l'intervention qui apparaît dans l'énoncé de Bernard Cazeneuve montre encore une similarité frappante notamment avec celle que nous avons identifié dans l'énoncé de François Hollande : l'expression *il faut*, que nous trouvons dans l'énoncé (3) (« il faut pérenniser ») indique, encore une fois, la présence d'une opération d'investissement qui présente le programme (P1) comme un souhait. Autrement dit, cet énoncé défend explicitement la préservation de l'usine et participent ainsi, comme les deux autres, à la création du discours de préservation.

Ainsi, tous les trois énoncés semblent travailler vers une même finalité, à savoir la préservation de l'usine creusoise. En ce sens, la ligne du gouvernement converge donc avec le discours des députés locaux puisqu'ils cherchent tous à protéger l'usine et à empêcher sa fermeture.

Cependant, lorsque nous nous concentrons sur la dernière partie de l'énoncé, c'est-à-dire « Mais pas question pour autant “de raconter des histoires aux salariés pour créer des déceptions” », nous pouvons y identifier une deuxième intervention portée cette fois sur un programme inédit : l'utilisation de l'expression « raconter des histoires » et celle de « créer des déceptions » présentent un programme selon lequel toute promesse implique un risque de décevoir. Présentons ce deuxième programme ainsi :

³ « GM&S : le Premier ministre veut la pérennisation sans la garantir » publié le 11 février 2017 dans *La Montagne*.

(P2) [faire des promesses → risque de décevoir]

La présence de ce deuxième programme signifie que l'énoncé (3) contient non pas une intervention discursive, mais deux : la première opère sur le programme (P1) au moyen d'une opération d'investissement, la deuxième opère, quant à elle, sur le programme (P2) au moyen d'une opération de naturalisation. Si la première intervention participe à la création du discours de préservation parce qu'elle investit le même programme que nous avons identifié dans les énoncés (1) et (2), la seconde nous oblige cependant à revisiter cette analyse initiale ; elle déstabilise le programme (P1) en opérant une tension par rapport au programme (P2).

En général, lorsque deux programmes sont reliés par une relation de tension, tout énoncé opérant sur l'un d'eux opérera nécessairement aussi implicitement sur l'autre. Si la tension est le plus souvent associée à une relation antagonique où l'opération d'investissement sur l'un des programmes déclenche une opération de combat sur l'autre (Lescano, 2016), dans certains cas, elle se constitue cependant au niveau de la stabilité des deux programmes. En ce cas-là, la tension se produit lorsque l'instabilité de l'un des deux programmes est renforcée avec l'augmentation de la stabilité de l'autre (Camus, 2020, p. 110). Autrement dit, lorsqu'une opération d'investissement sur l'un déclenche une opération de naturalisation sur l'autre. C'est cela qui semble se présenter d'emblée dans l'énoncé (3).

En effet, l'énoncé (3) intervient d'abord sur le programme (P1) à travers une opération d'investissement. Ainsi, il agit sur le programme (P1) d'une telle manière que l'énoncé semble chercher à empêcher la fermeture de l'usine. Puisque le savoir-faire est ici présenté comme un atout, selon une première interprétation, cet énoncé convergerait avec celui du député local et celui de François Hollande. Or, lorsque nous prenons en compte la deuxième intervention, celle portée sur le programme (P2), cette interprétation doit être nuancée. Ainsi, comme l'énoncé (3) introduit un nouveau programme (à savoir le programme (P2)) et comme il y intervient à travers une opération de naturalisation, d'un point de vue sémantique, cet énoncé travaille sur le programme d'une telle manière que l'usine soit mise en péril ; l'énoncé présente le programme (P2) comme étant déjà stabilisé et, ce faisant, grâce aux opérations effectuées sur les programmes (P1) et (P2), l'énoncé (3) opère une relation de tension entre les deux programmes. Cette tension se constitue au niveau de la stabilité des deux programmes : en augmentant la stabilité du programme (P2), l'énoncé diminue celle du programme (P1). Dès lors, la préservation de l'usine devient de moins en moins probable à la suite des énoncés provenant du discours du gouvernement.

À la lumière de cette nouvelle interprétation, comment devrions-nous analyser l'ensemble des trois énoncés dans le contexte du conflit français ? L'énoncé de Cazeneuve comporte deux interventions sur deux programmes différents. La première investit le programme selon lequel le savoir-faire doit être préservé, ce qui converge à la fois avec l'intervention discursive dans l'énoncé (1) du député local et avec l'intervention discursive que nous venons d'identifier dans l'énoncé (2) signé par François Hollande. Toutes les trois interventions envisagent de sauver l'usine d'une fermeture. Toutefois, à ces trois interventions discursives, la seconde intervention discursive de l'énoncé de Cazeneuve (correspondant donc à l'opération de naturalisation sur le programme (P2)) s'oppose parce qu'elle s'oriente vers un autre issu du conflit : elle envisage de prendre des précautions qui pourraient potentiellement aboutir à la fermeture effective de l'usine.

En utilisant les catégories de la Sémantique du programme, nous pouvons observer comment le programme (P1) est d'abord introduit dans l'espace sémantique par l'énoncé (1), puis progressivement déstabilisé par l'énoncé (2), pour enfin, avec l'énoncé (3), être déstabilisé lorsqu'il entre en tension avec le programme (P2).

5. Remarques de conclusion

Dans cet article, nous avons proposé d'analyser une série de trois énoncés à travers laquelle nous observons un processus de transformation passant par la déstabilisation d'un programme central dans le conflit social français autour de la fermeture de l'usine GM&S. Les trois énoncés provenant des premiers mois du conflit autour de l'annonce de fermeture de l'usine GM&S illustrent comment la déstabilisation d'un programme procède à la fois par des tentatives déstabilisatrices (des opérations discursives moins puissantes) et par l'établissement d'une relation de tension entre deux programmes.

En adoptant une saisie sémantique aux interventions discursives des trois énoncés, nous pouvons cerner comment le discours du gouvernement déstabilise un programme installé auparavant dans ce conflit par l'énoncé d'un député local. Bien que la déstabilisation du programme soit le résultat d'une succession d'interventions discursives, notre analyse montre qu'elle finit par mettre l'avenir de 283 salariés de cette usine en péril.

Références

- Althusser, L. (1970). Idéologie et appareils idéologiques d'Etat. *La Pensée*, 151, pp. 1-27.
 Anscombe, J.-C., & Ducrot, O. (1983). *L'Argumentation dans la langue*. Pierre Mardaga.
 Camus, Z. (2020). *Pour une description sémantique des assemblées citoyennes et politiques. Etude du Marinaleda, du NPA et de Nuit debout*. (Thèse de doctorat), EHESS,

- Camus, Z., & Lescano, A. (2019). Polyphonie et modes d'intervention discursive. À propos de la description sémantique des situations politiques conflictuelles. *ANTARES: Letras e Humanidades*, 11(23), pp. 24-52.
- Camus, Z., & Lescano, A. (2021). Sémantique argumentative et conflictualité politique: le concept de "programme". In L. Béhe, M. Carel, C. Denuc, & J. C. Machado (Eds.), *Cours de Sémantique Argumentative* (pp. 401-414). Pedro e João editores.
- Carel, M. (2011). *L'entrelacement argumentatif. Lexique, discours et blocs sémantiques*. Honoré Champion.
- Lescano, A. (2016). El Signo de polémica. Elementos de la polémica argentina en torno a Alberto Nisman. *Tópicos del Seminario*, 35, pp. 173-204.
- Lescano, A. (2017). Prendre Position. Une Approche Sémantique des Conflits Sociaux. *Conexao Letras*, 18(12), pp. 73-94.
- Lescano, A. (2022) Oposiciones asimétricas. Un estudio semántico a partir del conflicto de Notre-Dame-des-Landes. *Refracción*, 6, pp. 77-104.
- Lescano, A. (2023). *Prolégomènes à une sémantique des conflits sociaux*. Hermann.
- Liisberg, M. (2023). *Le Pouvoir du Sens, Le(s) Sens du Pouvoir. Vers une description sémantico-discursive des transformations des rapports de pouvoir dans deux conflits sociaux contemporains en France et au Danemark*. (Thèse de doctorat), Université de Aarhus,
- Pêcheux, M. (1975). *Les Vérités de la Palice*. Maspéro.